EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT DE L'ÉTAT FRANÇAIS AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	100 fr.	175 fr.
	6 mois..	60 "	100 "
	3 mois..	40 "	60 "
France et Colonies	Un an..	125 "	225 "
	6 mois..	75 "	125 "
	3 mois..	50 "	75 "
Étranger	Un an..	175 "	300 "
	6 mois..	100 "	175 "
	3 mois..	60 "	100 "

Changement d'adresse : 2 francs.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	2 fr. 50
Édition complète.....	4 fr.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres	3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

AVIS IMPORTANT

Il est rappelé aux divers services du Protectorat que les abonnements au « Bulletin officiel » qui leur sont servis à titre remboursable ne sont pas renouvelés d'office.

En conséquence, il leur appartient de se réabonner en temps opportun, c'est-à-dire avant le 31 décembre, s'ils veulent éviter toute interruption dans la réception du « Bulletin officiel ». Il leur est recommandé, en outre, de bien spécifier l'édition qu'ils désirent recevoir : partielle ou complète.

SOMMAIRE

Page

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET REGLEMENTATION GENERALE

Arrêté viziriel du 15 octobre 1941 (23 ramadan 1360) complétant l'arrêté viziriel du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif à l'application du contrôle technique de la production marocaine à l'exportation	1118
Arrêté viziriel du 15 octobre 1941 (23 ramadan 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) relatif aux conditions d'application du dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes et de la caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes	1118
Arrêté viziriel du 15 octobre 1941 (23 ramadan 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 15 février 1940 (6 moharrem 1359) portant réglementation de la surveillance dans la zone instituée sur le territoire limitrophe de la frontière de la zone d'influence espagnole	1119
Arrêté viziriel du 12 novembre 1941 (22 chaoual 1360) édictant une mesure exceptionnelle et temporaire pour l'application de l'article 22 de l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353) sur la police de la circulation et du roulage	1119

Arrêté viziriel du 24 novembre 1941 (5 kaada 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 22 janvier 1937 (9 kaada 1355) portant classement des emplois présentant un risque ou des fatigues exceptionnelles (catégorie B.)	1119
Arrêté viziriel du 24 novembre 1941 (5 kaada 1360) précisant les modalités d'application du statut des juifs aux agents des entreprises bénéficiaires de concessions et de subventions accordées par une collectivité publique	1119
Arrêté résidentiel fixant les règles d'avancement du personnel technique du service des métiers et arts indigènes	1120

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

Arrêté viziriel du 15 octobre 1941 (23 ramadan 1360) déclarant d'utilité publique et urgent l'aménagement du secteur industriel de Sefrou et frappant d'expropriation les parcelles nécessaires à cet aménagement	1120
Arrêté viziriel du 23 octobre 1941 (2 chaoual 1360) déclarant présumé collectif un immeuble sité sur le territoire de la tribu Beni Meskine (El-Borouj)	1120
Arrêté viziriel du 3 novembre 1941 (13 chaoual 1360) modifiant le taux de la taxe perçue sur la viande « cachir » au profit de la communauté israélite de Rissani	1120
Arrêté viziriel du 10 novembre 1941 (20 chaoual 1360) portant classement de tribus parmi les tribus de coutume berbère	1120
Arrêté viziriel du 11 novembre 1941 (21 chaoual 1360) portant prorogation pour l'exercice budgétaire 1942 de l'arrêté viziriel du 6 février 1933 (11 chaoual 1351) déterminant les conditions dans lesquelles une prime d'encouragement pourra être allouée en 1942 aux particuliers qui auront effectué des reboisements à leurs frais	1120
Arrêté viziriel du 12 novembre 1941 (22 chaoual 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 16 avril 1940 (7 rebia I 1359) portant restriction de la vente et de la consommation de la viande de boucherie	1121
Arrêté viziriel du 12 novembre 1941 (22 chaoual 1360) portant modifications du périmètre municipal et fiscal de la ville d'Agadir	1121
Arrêté viziriel du 24 novembre 1941 (5 kaada 1360) fixant le taux de l'indemnité complémentaire pour charges de famille attribuée aux militaires de la gendarmerie	1121
Arrêté résidentiel prescrivant la déclaration des stocks de caroubes et interdisant leur exportation	1121

Arrêté résidentiel relatif à l'approvisionnement en viande....	1121
Arrêté résidentiel relatif à la fabrication et à la vente du pain.	1122
Arrêté du directeur des finances relatif au comité consultatif des assurances privées	1122
Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant limitation de la circulation sur diverses pistes	1122
Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant limitation et réglementation de la circulation sur divers routes et chemins de colonisation	1125
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement modifiant le prix de base des tomates.	1126
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif aux tolérances consenties au personnel navigant de la marine marchande française en matière d'exportation de denrées alimentaires	1126
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement déterminant, pour l'année 1942, la lettre qui sera apposée sur les poids et mesures soumis à la vérification périodique	1126
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant les prix maxima de base des noyaux et amandons d'abricots	1126
Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif à l'utilisation des coupons de la carte de consommation pendant le mois de décembre 1941	1126
Régime des eaux. — Avis d'ouvertures d'enquêtes	1127
Groupements économiques	1127
Liste des fonctionnaires et agents civils ou militaires membres de sociétés secrètes, habitant ou ayant habité le Maroc qui ont souscrit une fausse déclaration	1128

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel	1128
PARTIE NON OFFICIELLE	
Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	1131

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 OCTOBRE 1941 (23 ramadan 1360), complétant l'arrêté viziriel du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif à l'application du contrôle technique de la production marocaine à l'exportation.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif au contrôle technique de la production marocaine à l'exportation, modifié par le dahir du 22 mars 1938 (30 moharrem 1357) ;

Vu le dahir du 22 janvier 1937 (9 kaada 1355) portant organisation de l'Office chérifien d'exportation ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1937 (27 chaoual 1356) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 21 juin 1934 (8 rebia I 1353) relatif à l'application du contrôle technique de la production marocaine à l'exportation, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 22 janvier 1937 réglant le fonctionnement de l'Office chérifien d'exportation, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 5 et 6 de l'arrêté viziriel susvisé du 31 décembre 1937 (27 chaoual 1356) sont complétés ainsi qu'il suit :

« Article 5. — Le contrôle technique est applicable aux expéditions :

« 13° De moutarde et condiments. »

« Article 6. — Le taux de la taxe d'inspection est fixé ainsi qu'il suit :

« 13° Moutarde et condiments : 3 francs par quintal brut. »

ART. 2. — Le directeur des finances et le directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1360 (15 octobre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 octobre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 OCTOBRE 1941 (23 ramadan 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) relatif aux conditions d'application du dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes et de la caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont modifiés ainsi qu'il suit les articles 8, 9 et 12 de l'arrêté viziriel du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) relatif aux conditions d'application du dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes et de la caisse centrale de crédit et de prévoyance indigènes :

« Article 8. — Les demandes de prêts agricoles au profit des membres de sociétés indigènes de prévoyance sont présentées à la société indigène de prévoyance.

« Les demandes de prêts agricoles formulées par les collectivités indigènes sont présentées au conseil de tutelle.

« Les demandes de prêts à l'artisanat sont présentées au conseil de la corporation. »

(La suite sans modification).

« Article 9. — Le contrat de prêt fixe le montant et le taux de l'emprunt, les modalités de remboursement, les garanties prises, notamment l'engagement solidaire du ou des garants et, dans le cas de prêts agricoles à des membres des sociétés indigènes de prévoyance, la caution de la société ou l'engagement..... »

(La suite sans modification).

« Article 12. — Le montant des prêts agricoles à moyen terme consentis à des membres des sociétés indigènes de prévoyance ne pourra excéder 60 % de la valeur d'estimation par la caisse régionale des biens offerts en garantie.

« Pour les prêts agricoles consentis à des collectivités indigènes, les garanties seront constituées soit par un nantissement au profit de la caisse régionale sur le cheptel, le matériel d'exploitation ou les récoltes, soit par une délégation sur le montant des loyers, soit par toute autre valeur reconnue suffisante par la caisse régionale intéressée. »

Fait à Rabat, le 23 ramadan 1360 (15 octobre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 octobre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 15 OCTOBRE 1941 (23 ramadan 1360)
modifiant l'arrêté viziriel du 15 février 1940 (6 moharrem 1359) portant réglementation de la surveillance dans la zone instituée sur le territoire limitrophe de la frontière de la zone d'influence espagnole.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 15 février 1940 (6 moharrem 1359) instituant une zone de surveillance sur le territoire limitrophe de la frontière de la zone espagnole ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 février 1940 (6 moharrem 1359) portant réglementation de la surveillance dans la zone instituée sur le territoire limitrophe de la frontière de la zone d'influence espagnole, modifié par l'arrêté viziriel du 21 mai 1940 (13 rebia II 1359), et, notamment, ses articles 3 et 5 ;

Après avis du directeur des finances et du directeur des affaires politiques,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 3 et 5 de l'arrêté viziriel susvisé du 15 février 1940 (6 moharrem 1359) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 3. —

Route d'El-Aïoun à Taourirt jusqu'au point où cette route franchit l'oued Za ;

Cours de l'oued Za jusqu'à son confluent avec la Moulouya ;

Cours de la Moulouya, de ce dernier point jusqu'au confluent du Khat Tinrhezrine ;

Cours du Khat Tinrhezrine jusqu'au point où cet oued coupe la piste Msoun-Nekhila ;

Cette piste jusqu'au point où elle est coupée par l'oued Kherroub ;

Cours de l'oued Kherroub jusqu'à la cote 709 ;

Une ligne est-ouest jalonnée par des kerkours de la cote 709 jusqu'à la piste Msoun—Sidi-Belkacem ;

Piste Msoun—Sidi-Belkacem depuis le point précédent jusqu'au point où elle rejoint la piste Mezguitem—Dar-Caid-Medboh ;

Piste Mezguitem—Dar-Caid-Medboh depuis le point précédent jusqu'au point où cette piste rejoint la route de Taza à Boured ;

Route de Taza à Boured. »

(La suite sans modification).

« Article 5. —

20° Pont sur l'oued Tinrhezrine de la piste Guercif—Saka ;

21° Point où la limite de la zone de surveillance rejoint la piste Msoun—Sidi-Belkacem. »

(La suite sans modification).

Fait à Rabat, le 28 ramadan 1360 (15 octobre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 octobre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 12 NOVEMBRE 1941 (22 chaoual 1360)
édicte une mesure exceptionnelle et temporaire pour l'application de l'article 22 de l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353) sur la police de la circulation et du roulage.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353) sur la police de la circulation et du roulage, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété, et, notamment, l'article 22,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A titre exceptionnel et temporaire, les véhicules automobiles dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos sont dispensés de l'appareil amplificateur de sons prévu par l'article 22, alinéa 6, de l'arrêté viziriel susvisé du 4 décembre 1934 (26 chaabane 1353).

Fait à Rabat, le 22 chaoual 1360 (12 novembre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 novembre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 24 NOVEMBRE 1941 (5 kaada 1360)
modifiant l'arrêté viziriel du 22 janvier 1937 (9 kaada 1355) portant classement des emplois présentant un risque ou des fatigues exceptionnelles (catégorie B).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} mars 1930 (30 ramadan 1348) instituant un régime de pensions civiles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 janvier 1937 (9 kaada 1355) portant classement des emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles (catégorie B), modifié par l'arrêté viziriel du 9 septembre 1940 (6 chaabane 1359),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 22 janvier 1937 (9 kaada 1355) est modifié ainsi qu'il suit, avec effet du 1^{er} janvier 1942 :

« Article premier. —

« Direction de l'Office des postes, des télégraphes
et des téléphones.

« Personnel des services ambulants : contrôleurs, contrôleurs adjoints, commis principaux et commis, agents manipulateurs, courriers ambulants, courriers-convoyeurs :

« Contrôleurs des lignes et des installations ;

« Agents principaux de surveillance ;

« Agents de surveillance ;

« Agents des lignes (y compris les chefs d'équipe, conducteurs et soudeurs) ;

« Entreposeurs ;

« Agents des installations téléphoniques (agents principaux et agents des installations extérieures), chefs monteurs, monteurs,

« conducteurs de travaux ;

« Facteurs-receveurs ;

« Facteurs-chefs et facteurs de toutes catégories. »

Fait à Rabat, le 5 kaada 1360 (24 novembre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 novembre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRETE VIZIRIEL DU 24 NOVEMBRE 1941 (5 kaada 1360)
précisant les modalités d'application du statut des juifs aux agents des entreprises bénéficiaires de concessions et de subventions accordées par une collectivité publique.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 août 1941 (11 rejev 1360) rendant applicable en zone française de l'Empire chérifien la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs, et, notamment, l'article 3 dudit dahir ;

Vu le dahir du 5 août 1941 (11 rejeb 1360) relatif au statut des juifs marocains, et, notamment, le dernier alinéa de l'article 8 dudit dahir,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les agents juifs des entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique atteints par les interdictions édictées aux dahirs susvisés du 5 août 1941 (11 rejeb 1360) cesseront leurs fonctions le 31 décembre 1941.

Les agents juifs des mêmes entreprises, actuellement prisonniers de guerre, qui ne pourront invoquer une des exceptions prévues par la législation en vigueur sur le statut des juifs, cesseront leurs fonctions deux mois après leur retour de captivité. Les ascendants, conjoint ou descendants juifs d'un prisonnier de guerre cesseront également leurs fonctions dans un délai de deux mois après la libération de ce prisonnier.

ART. 2. — Le personnel visé à l'article 1^{er} du présent arrêté qui est affilié à une caisse de prévoyance, de retraite ou de pécule, percevra les pensions ou pécules auxquels il peut prétendre en application des règlements fixant le fonctionnement de ces caisses.

Ceux qui ne justifieraient pas d'une ancienneté de service suffisante pour prétendre à ce régime obtiendront, sur leur demande, le remboursement des retenues effectuées sur leur salaire au titre de ces caisses.

Ils recevront, en outre, une indemnité égale à un mois de salaire par année ou fraction d'année de service dans la même entreprise. Toutefois, cette indemnité ne pourra être inférieure à celle prévue par les statuts propres à chaque catégorie d'agents dans le cas de licenciement.

L'agent pouvant prétendre à un pécule bénéficiera de l'indemnité forfaitaire calculée, conformément à l'alinéa précédent, dans le cas où le montant de son pécule serait inférieur au taux de ladite indemnité.

ART. 3. — Le personnel qui n'est pas affilié à une caisse de prévoyance, de retraite ou de pécule recevra une indemnité égale à quinze jours de salaire par année ou fraction d'année de service dans la même entreprise sans que son montant puisse être supérieur à cent quatre-vingts jours de salaire.

ART. 4. — Les conditions d'application à chaque entreprise des dispositions qui précèdent seront fixées, s'il y a lieu, par arrêté du chef d'administration d'Etat de qui relève le contrôle de cette entreprise.

ART. 5. — Le directeur des affaires politiques, le directeur des finances et le directeur des communications, de la production industrielle et du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 5 kaada 1360 (24 novembre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 novembre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE RESIDENTIEL

fixant les règles d'avancement du personnel technique du service des métiers et arts indigènes.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL DE FRANCE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 11 février 1941 rattachant le service des métiers et arts indigènes à la direction des affaires politiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les règles d'avancement des agents techniques des métiers et arts indigènes sont fixées ainsi qu'il suit :

Nul ne peut être promu à une classe supérieure de son grade, au choix exceptionnel, s'il ne compte trente mois ; au choix, s'il ne compte trente-six mois ; au demi-choix, s'il ne compte quarante-deux mois dans la classe immédiatement inférieure.

L'avancement à l'ancienneté est de droit pour tout fonctionnaire qui compte cinquante-quatre mois d'ancienneté dans une classe de son grade, sauf peine disciplinaire portant retard dans l'avancement.

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté produiront effet à compter du 1^{er} janvier 1942.

Rabat, le 24 novembre 1941.

NOGUES.

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Plan d'aménagement de la ville de Sefrou.

Par arrêté viziriel du 15 octobre 1941 (23 ramadan 1360) ont été déclarés d'utilité publique et urgents les travaux d'aménagement du secteur industriel de Sefrou.

Sont en conséquence frappées d'expropriation les parcelles de terrain situées à l'intérieur d'une zone délimitée par un liseré rose sur le plan annexé à l'original dudit arrêté, et dont les propriétaires présumés sont : MM. Pandolino, Mohamed ben Hadj Ahmed ben Nouna dit « Ben Nouna el Fassi », demeurant à Fès, Ali ben Abdelkrim, Aomar ben Abderrahman ben Saada, Si Mohamed ben Abdelkrim ben Saada et Moulay Abderrahman ben Hachem, domiciliés à Sefrou.

Immeubles collectifs.

Par arrêté viziriel du 23 octobre 1941 (2 chaoual 1360) a été déclaré présumé collectif, en application des dispositions du dahir du 29 novembre 1939 (17 chaoual 1358), l'immeuble dénommé « Ahel Châaba » (2.000 hectares environ), situé sur le territoire de la tribu Beni Meskine (El-Borouj), et dont les limites sont ainsi fixées :

Nord, melk des Oulad Hammou ;

Est, collectif Chaabat el Haddada (délimitation n° 31), melk des Oulad Bechaïr et melk Maati ben Mohammed ;

Sud, melks ou collectifs Debalza (réquisition 5333 D.) et collectif Oulad Sliman (délimitation n° 27) ;

Ouest, collectif Dra Souk des Oulad Cherqui, terrains habous des Oulad Si Yahia ben Aïcha et bled Touiza (colonisation).

Communauté israélite de Rissani.

Par arrêté viziriel du 3 novembre 1941 (13 chaoual 1360) la taxe par kilo de viande « cachir » abattue par le rabbin autorisé par le président de la communauté israélite de Rissani a été portée de 0 fr. 50 à 0 fr. 75.

Tribus de coutume berbère.

Par arrêté viziriel du 10 novembre 1941 (20 chaoual 1360) les tribus Ida ou Kaïs, Ida ou Msatog, Tigouga, Medlaoua et Agoumsan ont été ajoutées à la liste des tribus dites de coutume berbère et désignées comme telles par l'arrêté viziriel du 16 avril 1928 (25 chaoual 1346).

ARRETE VIZIRIEL DU 11 NOVEMBRE 1941 (21 chaoual 1360) portant prorogation pour l'exercice budgétaire 1942 de l'arrêté viziriel du 6 février 1933 (11 chaoual 1351) déterminant les conditions dans lesquelles une prime d'encouragement pourra être allouée en 1942 aux particuliers qui auront effectué des reboisements à leurs frais.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du sous-directeur, chef du service des eaux et forêts, après avis du directeur des finances.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est prorogé, pour l'exercice budgétaire 1942, l'arrêté viziriel du 6 février 1933 (11 chaoual 1351) déterminant les conditions dans lesquelles une prime d'encouragement peut être allouée aux particuliers qui ont effectué des reboisements à leurs frais.

Est toutefois porté de 300 à 500 francs le montant de la prime allouée par hectare reboisé et de 3.000 à 5.000 francs, le maximum de la prime à allouer dans l'année à une même personne.

Fait à Rabat, le 21 chaoual 1360 (11 novembre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 novembre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 12 NOVEMBRE 1941 (22 chaoual 1360) modifiant l'arrêté viziriel du 16 avril 1940 (7 rebia I 1359) portant restriction de la vente et de la consommation de la viande de boucherie.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le 3^e alinéa de l'article 2 de l'arrêté viziriel du 16 avril 1940 (7 rebia I 1359) portant restriction de la vente et de la consommation de la viande de boucherie, modifié par les arrêtés viziriels des 28 décembre 1940 (28 kaada 1359) et 12 avril 1941 (14 rebia I 1360), est à nouveau modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« c) Le mardi, l'exposition, la vente et la mise en vente des viandes de charcuterie, de mouton et d'agneau. »

Fait à Rabat, le 22 chaoual 1360 (12 novembre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 novembre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

Périmètre municipal et fiscal de la ville d'Agadir.

Par arrêté viziriel du 12 novembre 1941 (22 chaoual 1360) ont été approuvées les modifications apportées au périmètre municipal et fiscal d'Agadir, telles qu'elles sont indiquées sur le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Le dossier de modification pourra être consulté aux services municipaux d'Agadir.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 24 NOVEMBRE 1941 (5 kaada 1360) fixant le taux de l'indemnité complémentaire pour charges de famille attribuée aux militaires de la gendarmerie.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 17 juin 1929 (9 moharrem 1348) déterminant les indemnités accordées aux militaires de la gendarmerie.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le taux de l'indemnité complémentaire pour charges de famille des militaires de la gendarmerie est fixé dans les conditions ci-après à compter du 1^{er} juin 1941 :

- Pour le 1^{er} enfant 540 francs par an ;
- Pour le 2^e enfant 1.200 francs par an ;
- Pour le 3^e enfant 1.100 francs par an ;
- Pour le 4^e enfant et les autres enfants à partir du 5^e 1.800 francs par an.

Fait à Rabat, le 5 kaada 1360 (24 novembre 1941).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 novembre 1941.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE RESIDENTIEL

prescrivant la déclaration des stocks de caroubes et interdisant leur exportation.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC, Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre, et, notamment, son article 21 bis ajouté par le dahir du 1^{er} mai 1939 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 4 décembre 1939 relatif à l'utilisation des stocks de certains produits, matières et denrées ;

Vu l'arrêté résidentiel du 8 avril 1940 prescrivant la déclaration des stocks de certains produits, matières et denrées,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les détenteurs à un titre quelconque de stocks de caroubes (en gousses ou en graines) sont tenus de déclarer à deux reprises la quantité en leur possession pour la campagne en cours, aux dates suivantes : 30 novembre 1941 et 28 février 1942.

Cette obligation s'applique à tout producteur, industriel ou négociant en gros ou en demi-gros et à tout autre détenteur, même non commerçant, dès lors qu'il détient des stocks de cette marchandise en quantité supérieure à 50 kilos.

ART. 2. — Lorsque les stocks soumis à déclaration sont détenus dans plusieurs magasins ou dépôts, des déclarations distinctes doivent être effectuées pour chacun desdits dépôts ou magasins et il ne doit pas être fourni de déclaration d'ensemble.

ART. 3. — Les déclarations, établies conformément au modèle ci-joint, seront adressées, en un seul exemplaire, à la direction de la production agricole, du commerce et du ravitaillement (service de l'agriculture), où elles devront parvenir au plus tard aux dates ci-après :

Le 10 décembre 1941, pour les stocks existant au 30 novembre 1941 ;

Le 10 mars 1942, pour les stocks existant au 28 février 1942.

ART. 4. — Le contrôle des déclarations sera effectué conformément aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté résidentiel susvisé du 8 avril 1940.

ART. 5. — L'exportation hors de la zone française du Maroc des caroubes, sous quelque forme que ce soit, reste prohibée.

Rabat, le 25 novembre 1941.

NOGUES.

*
*
*

MODÈLE DE DECLARATION

Je soussigné,
demeurant à, déclare sous les
peines de droit, avoir en ma possession, à la date du,
....., un stock de quintaux

de { graines de caroubes (r).
caroubes en gousses

Lieu de stockage

A, le 1941....

(Signature.)

(r) Rayer la mention inutile.

ARRÊTE RESIDENTIEL

relatif à l'approvisionnement en viande.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC, Grand-croix de la Légion d'honneur.

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre, et, notamment, son article 21 bis ajouté par le dahir du 1^{er} mai 1939 ;

Vu le dahir du 22 mai 1940 interprétatif du dahir précité,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation est donnée aux chefs de régions et au chef du commandement d'Agadir-confins pour édicter par arrêtés qui seront soumis à l'approbation préalable du directeur des affaires politiques, après avis du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement, toutes mesures destinées à assurer l'approvisionnement en viande et à en réglementer la vente.

ART. 2. — Cette délégation ne s'applique pas à la circulation et au marché de la viande de porc.

ART. 3. — L'arrêté résidentiel du 27 août 1941 relatif à l'approvisionnement en viande est abrogé.

Rabat, le 28 novembre 1941.

NOGUES.

ARRÊTE RESIDENTIEL
relatif à la fabrication et à la vente du pain.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation du pays pour le temps de guerre et, notamment, l'article 21 bis ;

Vu le dahir du 9 décembre 1940 relatif aux groupements économiques ;

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix et, notamment, l'article 42,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La fabrication du pain de luxe, du pain de fantaisie, des petits pains, des croissants et des brioches est interdite. Seule est autorisée la fabrication du pain de consommation courante avec de la farine du type « boulangerie ».

ART. 2. — Le pain de consommation courante ne peut être vendu que sous les trois formes suivantes :

1° Pain de 1 kilo, forme boulot, longueur 45 à 50 centimètres environ, entaillé d'au moins quatre coups de lame.

Ce pain est vendu au poids et les boulangers doivent faire l'appoint en poids ;

2° Flûtes de 700 grammes minimum, longueur 60 à 75 centimètres environ ;

3° Flûtes de 350 grammes minimum, longueur 45 à 60 centimètres environ.

Les flûtes sont vendues à la pièce.

Toutefois, en l'absence de pain boulot, les boulangers sont tenus de vendre les flûtes au poids et au prix de ce dernier.

Les prix sont fixés par le chef de l'administration responsable. Ils s'entendent pour la vente en boulangerie ou dans les dépôts. Le portage à domicile, service rémunéré, fera l'objet d'une réglementation locale.

ART. 3. — La vente du pain dans les boulangeries et dans les dépôts ne pourra commencer que vingt-quatre heures après la cuisson.

ART. 4. — En dehors du pain de consommation courante, les boulangers pourront être autorisés par les autorités municipales ou locales, après avis du directeur de l'Office chérifien interprofessionnel du blé qui fixera les conditions de vente, à fabriquer des pains dits « de régime » sous le contrôle professionnel du Groupement des patrons boulangers du Maroc.

ART. 5. — La fabrication du pain complet, du pain de seigle, du pain de sarrasin et autres pains spéciaux pourra être autorisée par le directeur de l'Office du blé qui fixera les conditions de vente.

ART. 6. — A l'occasion de certaines fêtes ou manifestations, les autorités municipales ou locales pourront accorder des dérogations temporaires et limitées aux interdictions visées à l'article premier du présent arrêté. Les autres dérogations seront prononcées par le directeur de l'Office du blé.

ART. 7. — L'arrêté résidentiel du 30 mai 1941 relatif au même objet, est abrogé.

Rabat, le 1^{er} décembre 1941.

NOGUES.

Arrêté du directeur des finances
relatif au comité consultatif des assurances privées.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'arrêté viziriel du 6 septembre 1941 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances, de réassurances et de capitalisation, et, notamment, son article 15,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité consultatif des assurances privées, institué par l'article 15 de l'arrêté viziriel du 6 septembre 1941 est composé ainsi qu'il suit :

Le conseiller juridique du Protectorat, président ;

Le chef du bureau des assurances ;

Un fonctionnaire délégué au contrôle des sociétés d'assurances ;

Quatre représentants des sociétés d'assurances ;

Un représentant des agents généraux d'assurances.

Si la question traitée par le comité intéresse directement soit les agents d'assurances, soit les inspecteurs d'assurances, soit les employés d'assurances, deux membres désignés pour représenter ces activités sont invités, par le président, à prendre part aux délibérations du comité.

Si la question traitée intéresse une branche spéciale d'assurance, deux membres, désignés pour la représenter sont invités, par le président, à prendre part aux délibérations du comité.

Si la question traitée intéresse une autorité administrative, un ou plusieurs représentants de l'administration intéressée peuvent être appelés à prendre part aux délibérations du comité.

Le comité peut appeler en consultation toute personne qu'il jugera utile d'entendre.

Le secrétariat du comité est assuré par le bureau des assurances, à la direction des finances.

ART. 2. — Les membres non fonctionnaires du comité consultatif des assurances privées sont nommés pour un an par le directeur des finances, qui peut désigner des membres suppléants chargés de remplacer, en cas d'empêchement, les membres titulaires du comité.

ART. 3. — Le comité se réunit sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour des séances.

ART. 4. — Le comité donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le directeur des finances.

Rabat, le 27 novembre 1941.

TRON.

Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant limitation de la circulation sur diverses pistes.

LE DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS, DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique et la police de la circulation et du roulage, et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage, et, notamment, les articles 17 et 61,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La circulation est interdite à dater du présent arrêté et jusqu'au 1^{er} mai 1942.

a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers,

sur les pistes désignées ci-après :

A. — Région de Rabat (territoire de Port-Lyautey)

Piste n° 175 de Port-Lyautey à la route n° 14, par les captages de l'oued Eguarat ;

Piste n° 3 de Sidi-Abdelaziz à Souk-el-Had-des-Tekna ;

Piste n° 140 de la route n° 3 à Mechra-bou-Derra, par la rive gauche de l'oued Beth.

B. — Région de Casablanca

- Piste n° 2011-B partant de la piste n° 2001-B allant à Tamdrost ;
 Piste n° 2041-O du P.K. 60+350 de la route n° 113 à la ferme Maréchal ;
 Chemin-digue n° 1010-F des Oulad Hammimoun ;
 Chemin n° 1023-C de la route n° 8 à Sidi-Rehal (Soualem Triffia) ;
 Chemin n° 1024-C d'Aïn-Djemel à la ferme Faux (Soualem Triffia) ;
 Chemin n° 1038-C entre la route n° 102 et le chemin n° 1007-F ;
 Chemin n° 1036-C de Médiouna à la route n° 102, par la kasba des Oulad Ziane ;
 Piste n° 1005-F du pont Blondin à la route n° 1 ;
 Piste n° 2001-B de Berrechid à Mils, par Souk-el-Khemis-des-Fokra ;
 Piste n° 1059-BN de la route n° 102 à Toulala.

C. — Région de Marrakech

- Piste de Bou-Othmane à Souk-Tnine-des-Meharra ;
 Piste de Benguerir à Souk-Tnine-des-Meharra ;
 Piste de Benguerir à Souk-Sebt-des-Brikines ;
 Piste de Souk-Tnine-des-Meharra à Tamelett, par Bir-Lefaa ;
 Piste de Bou-Othmane à Oueslam ;
 Piste de Bou-Othmane à Ras-el-Aïn, par Bir-el-Kelb ;
 Piste de Zaouïa-ben-Sassi à la route n° 502 ;
 Piste reliant la route n° 24 à Dar-Moulay-Jilali ;
 Piste reliant la route n° 24 à l'exploitation Gilles.

II. — Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers, sur la piste désignée ci-après :

Région d'Oujda

Piste n° 6 de Berkane à Taforhalt par le Zegzel, entre Tazarine et Taforhalt.

ART. 2. — La circulation est interdite à dater du présent arrêté et jusqu'au 1^{er} mai 1942 :

Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à quatre tonnes, les remorques étant interdites sur les pistes désignées ci-après :

A. — Région de Rabat

- Piste n° 13 de Christian à Moulay-Bouazza, entre le P.K. 5 et le radier sur l'oued Grou (P.K. 20) ;
 Piste n° 80 de Christian au Khatouat, entre le P.K. 10 et le Khatouat (P.K. 34).

B. — Région de Rabat (territoire de Port-Lyautey)

- Piste n° 175 de Port-Lyautey à la route n° 14 par les captages de l'oued Fouarat ;
 Piste directe de Souk-el-Arba-du-Rharb à Lalla-Rhano ;
 Piste de Moulay-Ali-Chérif à Souk-el-Tleta-de-Sidi-Brahim ;
 Piste de Had-Kourt à Ouezzane ;
 Piste de Karia-el-Abassi à la route n° 2, dite « Piste rouge ».

C. — Région d'Oujda

Piste n° 6 de Berkane à Taforhalt par le Zegzel, entre Tazarine et Taforhalt.

D. — Région de Casablanca

- Piste n° 2011-B partant de la piste n° 2001-B allant à Tamdrost ;
 Piste n° 2041-O du P.K. 60+350 de la route n° 113 à la ferme Maréchal ;
 Chemin-digue n° 1010-F des Oulad Hammimoun ;
 Chemin n° 1023-C de la route n° 8 à Sidi-Rehal (Soualem Triffia) ;
 Chemin n° 1024-C d'Aïn-Djemel à la ferme Faux (Soualem Triffia) ;
 Chemin n° 1038-C entre la route n° 102 et le chemin n° 1007-F ;
 Chemin n° 1036-C de Médiouna à la route n° 102, par la kasba des Oulad Ziane ;
 Piste n° 1005-F du pont Blondin à la route n° 1 ;
 Piste n° 2001-B de Berrechid à Mils par Souk-el-Khemis-des-Fokra ;
 Piste n° 1059-BN de la route n° 102 à Toulala.

E. — Région de Marrakech

- Piste de Bou-Othmane à Souk-Tnine-des-Meharra ;
 Piste de Benguerir à Souk-Tnine-des-Meharra ;
 Piste de Benguerir à Souk-Sebt-des-Brikines ;
 Piste de Souk-Tnine-des-Meharra à Tamelett, par Bir-Lefaa ;
 Piste de Bou-Othmane à Oueslam ;
 Piste de Bou-Othmane à Ras-el-Aïn, par Bir-el-Kelb ;
 Piste de Zaouïa-ben-Sassi à la route n° 502 ;
 Piste reliant la route n° 24 à Dar-Moulay-Jilali ;
 Piste reliant la route n° 24 à l'exploitation Gilles.

F. — Région de Fès

- Piste d'Engil à Touerga ;
 Piste d'Engil à Douirat et Missour ;
 Piste n° 12 de Sefrou à Aïn-Menzel ;
 Piste de Guercif à Midelt, partie comprise entre les P.K. 200 et 230 (entre Metlili et Ksabi) ;
 Piste forestière de Rhafsaï à Outka.

G. — Région de Fès (territoire de Taza)

Piste de Merzouka aux Ahel Oued et passerelle sur l'oued Tnaouène.

ART. 3. — La circulation est interdite à dater du présent arrêté et jusqu'au 1^{er} mai 1942.

- a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;
 b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;
 c) Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à deux tonnes, les remorques étant interdites, sur les pistes désignées ci-après :

A. — Région d'Oujda

- Piste n° 58 bis de Berguent à Tandrara, par Fourhal et Djenan-Krater ;
 Piste de Sidi-Yahia à Touissir, dite de l'oued Tafret ;
 Piste de Berguent à Tandrara par le nouveau tracé, entre l'ancienne piste et la voie ferrée.

B. — Région de Fès (territoire de Taza)

- Piste n° 13 de Guercif à Sakka-Melilla ;
 Piste Sakka-Taourirt, sur le tronçon Sakka-Camp-Berteaux ;
 Piste n° 30 de Guercif à Berkiné ;
 Piste d'Engil à Missour, dans la section Douirat-Missour.

ART. 4. — La circulation est interdite à dater du présent arrêté et jusqu'au 1^{er} mai 1942, aux véhicules hippomobiles à deux roues attelés de plus de trois colliers, sur les pistes désignées ci-après :

Région de Fès

Sur toutes les pistes de la région.

ART. 5. — La circulation est interdite à dater du présent arrêté et jusqu'au 1^{er} mai 1942.

Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à deux tonnes, les remorques étant interdites, sur les pistes ci-après :

A. — Région de Fès

- Piste n° 60 de Sefrou à Tazouta, par Ksabi ;
 Piste reliant la route n° 3 à la route n° 308.

B. — Région de Fès (territoire de Taza)

- Circuit du Chikker, entre Bab-bou-Idir et Sidi-Abdallah.
 Piste n° 12 de l'oued El Khebir (aué de la piste d'Aïn-Aïda) à Kef-el-Rhar-Gouzat, Dar-Caïd-Medboh, Mezguitem et Sakka.

ART. 6. — La circulation est interdite par temps de pluie, neige, et après la pluie pendant une période dont la durée sera indiquée dans chaque cas par l'autorité de contrôle, sur les pistes désignées ci-après :

A. — Région de Rabat

A tous les véhicules, sur toutes les pistes non empierrées du territoire d'Ouezzane.

B. — Région de Rabat (territoire de Port-Lyautey)

- a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers :

Piste d'Had-Kourt à Arbaoua, par le P. K. 10+000 de la route n° 23 ;

Piste d'Had-Kourt à Ouezzane ;

Piste de Moulay-Ali-Chérif à Souk-el-Tleta-de-Sidi-Brahim ;

Piste de Khémisset sur l'Ouerrha à Souk-el-Tnine-de-Djorf-el-Mellah ;

Piste de Souk-el-Arba-du-Rharb à Had-Kourt ;

c) Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à quatre tonnes, les remorques étant interdites :

Piste directe de Souk-el-Arba à Lalla-Rhano.

C. — Région de Meknès

a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

c) Aux voitures automobiles dont le poids en charge est supérieur à deux tonnes, les remorques étant interdites :

Toutes les pistes du massif du Zerhoun (circonscription de Meknès-banlieue) ;

Toutes les pistes du cercle d'Azrou ;

Toutes les pistes non empierrées du cercle de Midelt ;

Toutes les pistes du contrôle civil d'El-Hajeb, dans la région d'Ifrane ;

Piste n° 47 de Khénifra à Boujad, par Sidi-Lamine ;

Piste n° 1 de M'Rirt à Aguelmous et Moulay-Bouazza ;

Piste d'El-Ksiba à Bou-Noual, Naour et Midelt ;

Piste n° 62 de Kasba-Tadla à Tarhzirt ;

Piste n° 67 de Tarhzirt à Foug-Taftout ;

Piste n° 75 de Beni-Mellal à Tarhzirt,

pour la partie de ces trois dernières pistes comprise dans le cercle de Khénifra ;

Pistes n° 50 et 63 entre Agourai et Ras-el-Ketib ;

d) Aux voitures automobiles dont le poids en charge est supérieur à quatre tonnes, les remorques étant interdites, sur les pistes ci-après :

Piste n° 28 de Meknès à l'Adarouch ;

Piste n° 30 des Aït Boubidmane à Ribaa et Ifrane, entre la route n° 310 et la piste n° 53 ;

Piste n° 53 des Aït Allal de Bittit.

D. — Région d'Oujda

a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

c) Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à deux tonnes, les remorques étant interdites :

Pistes n° 13 et 15 allant des P.K. 75 et 80 de la route n° 16 (d'Oujda à Taza) à Moulay-Taïeb ;

Piste n° 41 des Aouinettes au Petit-Métroh, par Aïn-Regada ;

Piste n° 40 de Sidi-Moussa à Tencheurfi, par Houzmeur ;

Piste n° 55 de Maïrija à la Gaada de Sebdu, par Rechida ;

Piste reliant Debdu à la Gaada, par le poste forestier d'Aïn-Kebira ;

Piste n° 46 de Djerada à Sidi-Bou-Beker, par Tiouli et Sidi-Aïssa ;

Piste de Tencheurfi à l'Ayat ;

Piste n° 34 d'El-Aïoun au Métroh ;

Piste n° 16 d'El-Aïoun à Sidi-Mimoun ;

Piste de Regada à Tissourine ;

Piste de Berguent à Tendrara, par le nouveau tracé, entre l'ancienne piste et la voie ferrée ;

d) Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à deux tonnes, les remorques étant interdites :

Piste n° 50 de Berguent à Debdu ;

Piste de Berguent à Guefaït ;

Piste n° 40 de Berguent à El-Aricha ;

Piste n° 48 de Berguent à Magoura ;

Piste de Berguent à Magrounat, par Fouchal ;

Piste n° 59 de Berguent à Oglat-el-Habbara ;

Piste de Berguent à Guelb-el-Aoud ;

Piste de Meridja à Guefaït ;

Piste n° 47 de Guefaït à El-Aoufnet ;

Piste n° 51 de Taourirt à Debdu ;

Piste n° 26 de Taourirt à Camp-Berteaux ;

Piste de Taourirt à Camp-Berteaux, par Ank-Jemel ;

Piste de Taourirt à Jeddader, par Majen-Labiod ;

Piste n° 52 de Taourirt à Ajdir, par Beni-Koulal ;

Piste d'El-Agrad à Oglat-en-Naja ;

Piste de Ersal à Oglat-en-Naja ;

Piste de Taourirt à Sfisif ;

Piste n° 10 de Taforalt à Talezart ;

Piste n° 8 de Zegzel aux Angad, par le Ras Fourhal.

E. — Région de Casablanca (territoire d'Oued-Zem)

a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

c) Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à deux tonnes, les remorques étant interdites :

toutes les pistes non empierrées de la circonscription de Kasba-Tadla.

F. — Région de Marrakech

a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

Piste de Benguerir à Souk-et-Tnine-des-Meharra ;

Piste de Souk-et-Tnine-des-Meharra à Souk-el-Had-de-Ras-el-Aïn ;

Toutes les pistes non empierrées de la région.

c) Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à quatre tonnes, les remorques étant interdites :

Piste de Benguerir à Souk-et-Tnine-des-Meharra ;

Piste de Souk-et-Tnine-des-Meharra à Souk-el-Had-de-Ras-el-Aïn ;

Piste de Dar-Caïd-Ouriki à Marrakech ;

Piste de Dar-Caïd-Ouriki à Oumnast ;

Piste d'Asni à Moulay-Brahim ;

d) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

Aux véhicules hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

Aux véhicules automobiles dont le poids en charge est supérieur à deux tonnes, les remorques étant interdites :

Piste n° 79 de Krazza à Tisgui (partie comprise dans le cercle d'Azilal) ;

Piste n° 80 des Ouled Moussa à Ouaouizarhte (partie comprise dans le cercle d'Azilal) ;

Piste n° 81 d'Azilal à Ouaouizarhte ;

Piste n° 80 des Ouled Ajad à Azilal ;

Piste n° 01 d'Arhbalou aux Aït Attab ;

Piste de Boujad à Sidi-Lamine (partie comprise dans le cercle d'Azilal) ;

Piste de Moulay-Aïssa-ben-Driss à Taounza ;

Piste n° 92 d'Arhbalou-de-Bzou au « Nid des cigognes » ;

Piste reliant la piste n° 87 au Sgatt ;

Piste d'Azilal à Atoui ;

Piste n° 86 reliant la piste n° 87 à Aït-Mehammed, Tamda, Tiznit-N'Ilisi et Talmest ;

Piste de Tizi-N'Tirist à Souk-el-Had-des-Aït-Bou-Guemez ;

Piste n° 82 de Ouaouizarhte à Tagueft (partie comprise dans le cercle d'Azilal) ;

Piste de Timoullit à Tisgui ;

Piste n° 85 de Ouaouizarhte à Tillouguit et Zaouïa-Temga ;

Piste n° 03 de Tannant à Bzou, par Foug-ej-Jemâ ;

Piste de Foug-ej-Jemâ au « Nid des cigognes » ;

e) A tous les véhicules :

Sur la piste Marrakech-Azilal, R'Nim, Timoullit, route n° 24, dans la section Tannant-Timoullit.

Art. 7. — Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 4454 B A du 28 novembre 1940.

Rabat, le 21 novembre 1941,

NORMANDIN

Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail portant limitation et réglementation de la circulation sur divers routes et chemins de colonisation.

LE DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS, DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique et la police de la circulation et du roulage, et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage, et, notamment, les articles 17 et 61,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la publication du présent arrêté et jusqu'au 1^{er} mai 1942, la circulation est interdite :

a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

c) Aux tracteurs, camions, camionnettes, cars et autres voitures automobiles dont le poids en charge est supérieur à quatre tonnes, les remorques étant interdites,

sur les routes et chemins de colonisation ci-après :

Chemin d'Aïn-Sikh (région de Fès), sur toute sa longueur ;

Chemins de colonisation de l'Inaouène (région de Fès), sur toute leur longueur ;

Chemin de colonisation de Beni-Malek à Amama, par Haouaouka (territoire d'Ouezzane), sur toute sa longueur ;

Chemin de colonisation d'El-Haricha (région de Fès), sur toute sa longueur ;

Route n° 23 (de Souk-el-Arba-du-Rharb à Chchouène, par Ouezzane), entre Ouezzane et El-Had.

ART. 2. — A dater de la publication du présent arrêté et jusqu'au 1^{er} mai 1942, la circulation est interdite par temps de pluie, de neige ou de dégel :

1° a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

c) Aux tracteurs, camions, camionnettes, cars et autres voitures automobiles dont le poids en charge est supérieur à quatre tonnes, les remorques étant interdites,

sur les routes et chemins de colonisation désignés ci-après :

Route n° 304 (de Fès-el-Bali à Boured, par Sker), entre Beni-Oulid et Tahar-Souk ;

Route n° 305 (de l'Ouerrha à Rhafsa), sur toute sa longueur ;

Chemin de colonisation du Leben, entre les P. K. 20 et 23.

2° Aux véhicules de toute nature sur les routes désignées ci-après :

Route n° 501 (de Marrakech à Taroudannt, par les Goundafa), entre Ijoukak et les Aït Abdallah ;

Route n° 502 (de Marrakech à Ouarzazate), entre Toulfiat (P. K. 61,000) et Irherm-n-Ouagdal (P. K. 118,000) ;

Sur les routes et chemin de colonisation faisant l'objet des paragraphes 1° et 2° du présent article, les périodes d'interdiction seront déterminées par les ingénieurs des arrondissements de Fès et de Marrakech, qui feront placer, aux moments voulus, des panneaux indicateurs aux origines de ces routes et chemin de colonisation et aux limites des sections interdites.

ART. 3. — A dater de la publication du présent arrêté, et jusqu'à nouvel ordre, la circulation est interdite :

1° A tous les véhicules autres que les automobiles de tourisme et les camions munis de pneumatiques, sur les routes désignées ci-après :

Route n° 212 A (déviation de la route n° 212 de Port-Lyautey à Mehdiâ), à la traversée du cimetière.

(Exception sera faite pour les véhicules appartenant aux attributaires du lotissement paraicher de Port-Lyautey).

2° a) Aux voitures hippomobiles à deux roues attelées de plus de trois colliers ;

b) Aux voitures hippomobiles à quatre roues attelées de plus de quatre colliers ;

c) Aux tracteurs, camions, camionnettes, cars et autres voitures automobiles, dont le poids en charge est supérieur à quatre tonnes, les remorques étant interdites, sur les routes désignées ci-après :

Routes n° 4 et 5, dans la traversée de la ville indigène de Meknès (entre les P. K. 58,500 et 59,862 de la route n° 4 et les P. K. 0,000 et 1,016 de la route n° 5). La circulation est déviée par la route n° 4 a (boulevard circulaire Nord de Meknès).

Exception sera faite pour les véhicules des types précédents qui auront à prendre ou à déposer des voyageurs ou des marchandises dans la ville indigène, les remorques restant interdites.

Route n° 212 (de Port-Lyautey à la route n° 2, par Mehdiâ), dans la section comprise entre Mehdiâ et la route n° 2 (P. K. 27,700) ;

Route n° 306 (de Beni-Amar à Volubilis, par Moulay-Idriss), sur toute sa longueur ;

3° a) Aux voitures hippomobiles désignées aux alinéas a) et b) du paragraphe 2° ci-dessus ;

b) Aux tracteurs, camions, camionnettes, cars et autres voitures automobiles, dont le poids en charge est supérieur à sept tonnes, les remorques étant interdites,

sur les routes et chemins de colonisation désignés ci-après :

Route n° 216 (de Souk-el-Arba-du-Rharb à Lalla-Mimouna), entre les P. K. 2 et 16, en cas de pluies ;

Route n° 207 (de Sidi-Yahia-du-Rharb à Mechra-bel-Ksiri), entre Dar-Gueddari et la route n° 210 ;

Route n° 210 (de Si-Allal-Tazi à Mechra-bel-Ksiri, par la rive gauche du Sebou), entre les P. K. 4,000 et 20,400) ;

Route n° 221 (de Mechra-bel-Ksiri à Souk-el-Tleta), sur toute sa longueur ;

Route n° 223 (de Mechra-bel-Ksiri à M'Jara), sur les deux tronçons ci-dessous :

1° De la route n° 213 à la ferme Mustapha ;

2° De Souk-Tnine-de-Jorf-el-Mellah à M'Jara ;

Chemin de colonisation de Guertit (de la route n° 216 à Karia-Daouia), sur toute sa longueur ;

Chemin de colonisation de Sfradia, sur toute sa longueur ;

Chemin de colonisation de Souk-el-Djemâa-des-Haouafat à la route n° 207, entre son origine (route n° 6, P. K. 79,150) et la ferme Fontan ;

4° A tous les véhicules, par temps de neige ou de dégel sur les routes désignées ci-après :

Route n° 20 (de Fès à la Haute-Moulouya, par Sefrou), entre le P. K. 40 et la jonction avec la route n° 21 ;

Route n° 24 (de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou), dans la section Imouzzèr-Azrou.

Les périodes ou les heures d'interdiction, et les modalités d'application seront déterminées par l'ingénieur, chef de l'arrondissement de Fès, qui fera placer, au moment voulu, des panneaux indicateurs, et qui pourra, également, prescrire une circulation à sens unique. Il se concertera avec l'ingénieur, chef de l'arrondissement de Meknès, pour les mesures à prendre sur la partie des routes n° 20 et 24 situées dans l'arrondissement de Meknès.

Route n° 21 (de Meknès au Tafilat), entre les P. K. 70,000 et 145,000, et entre les P. K. 193 (sortie de Midelt) et 245 (Aït-Labbès) ;

Route n° 303 (d'Azrou aux sources de l'Oum er Rebia par Aïn-Leuh) entre Aïn-Leuh et le P. K. 14,600 ;

Route n° 309 (d'El-Hajeb à Ifrane), entre le P. K. 16,000 et Ifrane.

La période d'interdiction sera déterminée par l'ingénieur, chef de l'arrondissement de Meknès, qui fera placer, au moment voulu, des panneaux indicateurs aux limites des sections interdites.

Toutefois, suivant l'état de viabilité plus ou moins restreint des 5 routes désignées ci-dessus, l'ingénieur, chef de l'arrondissement de Meknès, pourra, après avis conforme du général, chef de la région de Meknès, autoriser une circulation à sens unique pour tout ou partie des véhicules énumérés au paragraphe 3° ci-dessus.

5° Aux véhicules attelés de remorques sur la route désignée ci-après :

Route n° 307 (de Karouba à Bou-Nizer), sur toute sa longueur.

ART. 4. — L'arrêté n° 6250 du 12 novembre 1935 limitant et réglementant la circulation sur la route n° 502 (de Marrakech à Ouarzazate), et l'arrêté n° 7882 BA du 20 septembre 1939 limitant et

réglementant la circulation sur la route n° 501 (de Marrakech à Taroudannt, par les Goundafa) restent en vigueur sous réserve des restrictions prescrites à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 4453 BA du 11 novembre 1940.

Rabat, le 21 novembre 1941.

NORMANDIN.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement modifiant le prix de base des tomates.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix ;

Vu l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 28 juillet 1941 fixant le prix de base de différents légumes ;

Sur avis conforme du commissaire aux prix,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A dater du 15 novembre 1941, le prix intérieur de base de la tomate est fixé à 3 francs le kilo.

Ce prix s'entend pour une marchandise saine, loyale et marchande, livrée nue aux carreaux du marché de gros le plus important de la région de production.

Rabat, le 14 novembre 1941.

LURBE.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif aux tolérances consenties au personnel navigant de la marine marchande française en matière d'exportation de denrées alimentaires.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays en temps de guerre, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 23 septembre 1939 prohibant la sortie de tous produits hors de la zone française de l'Empire chérifien, et l'arrêté résidentiel du 28 août 1941 qui l'a modifié ;

Vu la circulaire n° 298 V. du 2 août 1941 du ministre secrétaire d'État au ravitaillement ;

Après avis du directeur des douanes, chef de l'administration des douanes et impôts indirects,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le personnel navigant de la marine marchande française, se rendant en France à bord des unités auxquelles il appartient, est autorisé à exporter de la zone française du Maroc, à titre de « pacotille » et sans que le total des quantités embarquées dans les différents ports de cette zone puisse excéder, par personne, les chiffres ci-après, les quantités maxima des seules denrées suivantes :

Légumes secs ou farines de légumes : 3 kilos ;
Pâtes alimentaires : 5 kilos ;
Semoules, couscous, farines de céréales : 5 kilos ;
Conserves de poissons : 0 k. 400 brut ;
Œufs : 1 douzaine ;
Poissons séchés : 1 kilo ;
Légumes verts, fruits frais : 10 kilos ;
Fruits secs (dattes exceptées) : 1 kilo.

Art. 2. — Les marchandises devront être groupées, par navire, avant d'être introduites dans l'enceinte des ports. Elles seront présentées, en un seul lot, au service des douanes.

L'exportation sera autorisée au vu d'un manifeste de « pacotille » déposé en double exemplaire au bureau des douanes intéressé

et appuyé d'une copie du rôle d'équipage, ces deux documents étant signés soit par le capitaine du navire, soit par un représentant qualifié de la compagnie de navigation.

Mention succincte des quantités ainsi embarquées sera faite par le service des douanes sur le cahier dont chaque navire doit être détenteur en application des dispositions de la circulaire n° 17 M.M.F.C. 5 du 31 juillet 1940 de l'amirauté française et sur lequel sont portées les quantités de denrées rationnées mises à bord.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées, poursuivies et réprimées par application du dahir du 16 octobre 1939 relatif à la répression de certaines infractions en matière de prohibition d'importation et d'exportation.

Art. 4. — Le directeur des douanes, chef du service des douanes et impôts indirects, et le directeur de l'Agence chérifienne d'importation et d'exportation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 25 novembre 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,

BATAILLE.

Vérification périodique des poids et mesures.

Par arrêté en date du 25 novembre 1941, le directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement a décidé que la vérification périodique des poids et mesures serait constatée en 1942 par l'apposition sur les instruments de mesure de la lettre « A ».

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement fixant les prix maxima de base des noyaux et amandons d'abricots.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix ;

Sur avis conforme du commissaire aux prix,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 30 novembre 1941, les prix maxima de base à la production des noyaux et amandons d'abricots sont fixés ainsi qu'il suit :

Noyaux d'abricots et mechmech : 200 francs le quintal ;
Amandons : 700 francs le quintal ;
Cassures : 60 francs le quintal.

Ces prix s'entendent pour des marchandises de qualités définies par les usages commerciaux, rendus nues sur les principaux marchés des régions de production.

Rabat, le 26 novembre 1941.

LURBE.

Arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement relatif à l'utilisation des coupons de la carte de consommation pendant le mois de décembre 1941.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DU COMMERCE ET DU RAVITAILLEMENT, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation du pays pour le temps de guerre, et, notamment, son article 21 bis ajouté par le dahir du 1^{er} mai 1939 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 juillet 1940 relatif à l'établissement d'une carte de consommation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le coupon n° 40 des cartes A et B sera utilisé à l'acquisition d'une quantité de 500 grammes de sucre par ration durant le mois de décembre 1941.

Les titulaires de la carte E pourront obtenir des tickets donnant droit à la délivrance de 500 grammes de sucre moyennant l'oblitération de la case n° 40 de leur carte.

ART. 2. — Le coupon n° 41 des cartes A et B sera utilisé durant le mois de décembre 1941 à l'acquisition d'une quantité par ration de 250 grammes de savon dit « de ménage » ou de savon de toilette, ou de 125 grammes de savon en pâte ou paillettes.

Les titulaires de la carte F pourront obtenir des tickets donnant droit aux mêmes quantités de savon, moyennant l'oblitération de la case n° 41 de leur carte.

ART. 3. — Le coupon n° 42 des cartes A et B sera utilisé durant le mois de décembre 1941 à l'acquisition d'une quantité de un quart de litre d'huile comestible, par ration.

Les titulaires de la carte E pourront obtenir des tickets donnant droit aux mêmes quantités d'huile comestible, moyennant l'oblitération de la case n° 42 de leur carte.

ART. 4. — Aucune livraison de sucre, de savon et d'huile comestible ne pourra être faite durant le mois de décembre 1941 aux titulaires des cartes A et B si ce n'est sur présentation de leur carte et remise des tickets et coupons correspondants.

Rabat, le 29 novembre 1941.

P. le directeur de la production agricole,
du commerce et du ravitaillement,
Le directeur adjoint,
BATAILLE.

RÉGIME DES EAUX

Avis d'ouvertures d'enquêtes.

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail en date du 24 novembre 1941, une enquête d'une durée d'un mois est ouverte à compter du 1^{er} décembre 1941, dans le territoire de la circonscription de Marrakech-banlieue, sur le projet d'autorisation de prise d'eau dans un puits, au profit de M. Gérard André, colon à Taguenza.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Marrakech-banlieue, où il peut être consulté.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique comporte des caractéristiques suivantes :

M. Gérard André, colon à Taguenza, est autorisé à prélever dans la nappe phréatique, à l'intérieur de sa propriété dite « Djenan en N'Fis » à l'emplacement indiqué au plan joint au présent arrêté, un débit continu de dix litres-seconde (10 l.-s.) destiné à l'irrigation de cette propriété.

La propriété a une superficie totale de 50 hectares irriguée par 1/3 de part d'eau revenant à chaque attributaire d'un lot de colonisation de Taguenza, et par une station de pompage de 5 litres-seconde faisant l'objet d'une autorisation n° 3051 B.A.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

* * *

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail en date du 24 novembre 1941, une enquête d'une durée d'un mois est ouverte à compter du 1^{er} décembre 1941, dans le territoire de la circonscription de contrôle civil de Berkane, sur le projet d'augmentation du débit à prélever par pompage dans la Moulouya, par la Société anonyme de culture et d'élevage de la Moulouya.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Berkane, où il peut être consulté.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par pompage dans la Moulouya comporte les caractéristiques suivantes :

Les articles 1^{er}, 2, 4, 7 et 13 de l'arrêté n° 1828 en date du 17 octobre 1933, sont abrogés et remplacés par les suivants :

« La Société anonyme de culture et d'élevage de la Moulouya est autorisée à prélever par pompage dans la Moulouya, sur la rive droite au lieu dit « Kou dial Bou Mia », un débit continu de cent (100) litres par seconde, destiné à l'irrigation d'une partie de ses propriétés dites « Domaine de Khechab et Tsarest », titre n° 2662 O., et « Ouljet Hallou », titre n° 4287 O.

« La surface à irriguer est de deux cent cinquante hectares (250 ha.) environ.

« Les droits des tiers sont et demeurent réservés. »

* * *

Par arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail en date du 24 novembre 1941, une enquête d'une durée d'un mois est ouverte à compter du 1^{er} décembre 1941, dans le territoire du cercle d'Azrou, à Azrou, sur le projet de prise d'eau sur la source de Tithacen, pour l'alimentation d'une piscine, au profit de l'Association sportive d'Azrou.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle d'Azrou, à Azrou, où il peut être consulté.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation de prélèvement d'un débit de 15 litres-seconde sur la source de Tithacen comporte les caractéristiques suivantes :

L'Association sportive d'Azrou, domiciliée à Azrou, est autorisée à utiliser temporairement l'eau de la source de Tithacen pour alimenter une piscine. Le débit utilisé ne devra pas dépasser 15 litres-seconde.

Il est spécifié que l'eau prélevée devra être intégralement restituée à l'oued Tithacen en un point situé à 200 mètres à l'aval de la prise, sans modification de sa composition.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Groupements économiques.

Comité de direction du Groupement professionnel marocain
du matériel industriel et de la quincaillerie.

Par décision du directeur des communications, de la production industrielle et du travail, la composition du comité de direction du Groupement professionnel du matériel industriel et de la quincaillerie, arrêtée à la date du 21 février 1941 (B. O. du 7 mars 1941), a été modifiée ainsi qu'il suit :

Délégués généraux

MM. Micholet, délégué général ;
De Lignac, délégué général adjoint.

Première section — Matériel industriel

MM. Anguille, délégué titulaire ;
Mengin et Martin, membres.

Deuxième section — Quincaillerie

MM. Couvreur, délégué titulaire ;
De Lignac, Guillaud et Baudin, membres.

* * *

Par décision en date du 22 novembre 1941 du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement, il a été constitué le Groupement technique du commerce.

Le Groupement technique du commerce comprend tous les commerçants détaillants et grossistes (à l'exception du commerce d'alimentation) dont l'activité commerciale ressortit à l'une ou à plusieurs des sections énumérées ci-après :

Liste des sections

- 1^o Articles de sports. Jeux. Jouets et fabricants de jouets.
Musique ;
- 2^o Objets en cristal. Verrerie. Porcelaine. Faïence. Grès ;
- 3^o Parfumerie. Articles de toilette. Fabricants de parfumerie ;
- 4^o Bijouterie. Orfèvrerie. Horlogerie. Coutellerie. Cadeaux ;
- 5^o Articles de Paris. Bimbeloterie. Fumeurs. Articles pour fêtes ;
- 6^o Optique. Photographie ;
- 7^o Boissellerie. Vannerie. Articles de Saint-Claude ;

8° Voitures d'enfants. Machines à coudre. Articles de chasse. Articles de pêche ;

9° Articles d'usages ménagers. Hydrothérapie. Toiles cirées. Eclairage, etc.

Le Groupement général est dirigé par un délégué général assisté d'un comité de direction.

Par décision en date du 25 novembre 1941, M. Albert Blaise, Banque commerciale du Maroc, 1, rue Galliéni, à Casablanca, a été nommé délégué général du Groupement technique du commerce.

Liste des fonctionnaires et agents civils ou militaires membres de sociétés secrètes, habitant ou ayant habité le Maroc qui ont souscrit une fausse déclaration.

Journal officiel de l'Etat français du 19 novembre 1941

APPÉRÉ Georges, commis des postes, des télégraphes et des téléphones, à Casablanca. A appartenu à la loge Conscience de Rabat G. L.

GALLAND Léon, agent de surveillance des postes, des télégraphes et des téléphones, à Casablanca. A appartenu à la loge Anfa-Lumière de Casablanca G. L.

MARSAUD René, rédacteur à la direction des affaires politiques, à Rabat. A appartenu à la loge Evolution du Moghreb de Fès G. L.

MOURRE Emile, inspecteur sous-chef à Port-Lyautey (Maroc). A appartenu à la loge Soleil du Gharb de Khenitra G. L.

PETITET Anatole, brigadier principal de police, à Settat (Maroc). A appartenu à la loge Asfy de Safi G. L.

POLE Félix, instituteur à Mazagan (Maroc). A appartenu à la loge Evolution du Moghreb de Fès G. L.

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES

Par arrêté directorial du 22 novembre 1941, M. Boüs Gilbert, agent technique de 6° classe des métiers et arts indigènes, est placé sur sa demande dans la position de disponibilité à compter du 1^{er} novembre 1941.

Par arrêté directorial du 25 novembre 1941, sont promus à compter du 1^{er} décembre 1941 :

Chef de comptabilité principal hors classe (1^{er} échelon)

M. Malteste Jacques, chef de comptabilité de 1^{re} classe.

Commis principal hors classe

MM. Jayme François et Aubert Marcel, commis principaux de 1^{re} classe.

Commis principal de 2^e classe

MM. Bouchet René et Luccioni François, commis principaux de 3^e classe

Commis principal de 3^e classe

MM. Jamain Lucien et d'Anterrosches François, commis de 1^{re} classe.

Commis de 1^{re} classe

M. Puech Edmond, commis de 2^e classe.

Collecteur principal de 3^e classe

M. Filippi Paul, collecteur principal de 4^e classe.

Collecteur principal de 4^e classe

M. Luccioni Dominique, collecteur principal de 5^e classe.

Interprète principal de 2^e classe

M. Rahal Ali, interprète principal de 3^e classe.

Interprète de 1^{re} classe

M. Marchaoui Boumedienne, interprète de 2^e classe.

Commis-interprète de 5^e classe

MM. Rahal Abdelhadi ben Ahmed et Hanni Bachir Mouffok, commis-interprètes de 6^e classe.

Secrétaire de contrôle de 6^e classe

M. Abdelkader Snoussi, secrétaire de contrôle de 7^e classe.

Par arrêtés directoriaux du 25 novembre 1941, sont promus à compter du 1^{er} décembre 1941 :

Sous-chef de division de 1^{re} classe

M. Besson Albert, sous-chef de division de 2^e classe.

Commis principal hors classe

M. Marquis Jean, commis principal de 1^{re} classe.

Commis principal de 2^e classe

MM. Forcioli Jean-Baptiste et Vacher Henri, commis principaux de 3^e classe.

Interprète principal de 2^e classe

M. Paolini Jean, interprète principal de 3^e classe.

Interprète de 1^{re} classe

M. Sénési Pierre, interprète de 2^e classe.

Interprète de 3^e classe

M. Tandjaoui Abdelkader, interprète de 4^e classe.

Commis-interprète principal de 1^{re} classe

M. Abdclouahad Mohamed el Hajoui, commis-interprète de 1^{re} classe.

Commis-interprète de 2^e classe

M. Cheikh ben Mohamed, commis-interprète de 3^e classe.

Commis-interprète de 5^e classe

M. Mohamed Fadili, commis-interprète de 6^e classe.

* * *

SERVICES DE SECURITE PUBLIQUE

Par arrêté directorial du 20 octobre 1941, est rapporté l'arrêté du 18 juillet 1941 acceptant à compter du 1^{er} août 1941 la démission de M. Martinez André, inspecteur de 1^{re} classe.

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES

Par arrêté directorial du 19 novembre 1941, M. Hadj Hammou Ahmed est recruté directement en qualité de commis-greffier de 1^{re} classe des juridictions makhzen à compter du 16 novembre 1941, par application des arrêtés viziriels des 11 mars 1939 et 10 septembre 1941 formant statut du personnel des secrétariats des juridictions marocaines.

* * *

DIRECTION DES FINANCES

Par arrêtés directoriaux du 18 octobre 1941, sont nommés commis stagiaires du service des perceptions à compter du 1^{er} octobre 1941 : MM. Prouillac Maurice, Bouche Jean-Jacques, Loutréin André, Poupard Marius, Mustapha ben Mohamed.

Par arrêtés directoriaux des 4 et 6 octobre 1941 sont promus :

(à compter du 1^{er} novembre 1941)

Commis principal de 2^e classe

M. Eichlbrenner Fernand, commis principal de 3^e classe.

Commis principal de 3^e classe

M. Lanier Camille, commis de 1^{re} classe.

Collecteur principal de 2^e classe

M. Grandjean Georges, collecteur principal de 3^e classe.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS,
DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL

Par arrêté directorial du 17 octobre 1941, M. Santoni Noël, commis principal hors classe, est promu commis principal de classe exceptionnelle à compter du 16 juillet 1941.

(Office des P.T.T.)

Par arrêté directorial du 26 juin 1941, les facteurs indigènes titulaires désignés ci-après sont promus de la 6^e à la 5^e classe :

(à compter du 1^{er} mai 1941)

MM. Ahmed ben Messaoui ben Mohamed, facteur à Rabat ;
Hadj Mohamed ben Mohamed Bouali, facteur à Rabat ;
Mohamed ben Hadj Mohamed Bennani, facteur à Meknès ;
Sellam ben Ahmed ben Abdelkader et M'Lafi, facteur à Fès.

(à compter du 6 mai 1941)

M. Mohamed ben Sbaï ben Doumali, facteur à Rabat.

(à compter du 1^{er} juin 1941)

M. Abdallah ben Ali ben Mohamed el Filali, facteur à Casablanca.

(à compter du 1^{er} juillet 1941)

M. Mohamed ben Hadj Mohamed, facteur à Kasba-Tadla.

Sont promus de la 9^e à la 8^e classe à compter du 1^{er} juin 1941, les facteurs indigènes désignés ci-après :

MM. Mohamed ben El Hassane ben El Hadj Abdallah Zaki, facteur à Rabat ;
Mohamed ben Mohamed ben Ali, facteur à Ourtazarh ;
Mohamed ben Rahal ben Hadj Larbi, facteur à Sidi-Slimane.

Par arrêtés directoriaux du 23 septembre 1941 :

M. Tilly Albert, sous-chef de bureau de 1^{re} classe, est promu sous-chef de bureau hors classe à compter du 1^{er} juillet 1941 ;

M. Philippe Francis, inspecteur principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon), est promu au 2^e échelon de son grade à compter du 1^{er} juillet 1941 ;

M. Dandréa René, rédacteur principal des services extérieurs de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade à compter du 21 juillet 1941.

Les dames commis principaux des services administratifs de 1^{re} classe désignées ci-après sont promues contrôleurs adjoints :
M^{me} Vagnier Marie, à compter du 1^{er} juillet 1941 ;
M^{me} Martin Jeanne, à compter du 1^{er} septembre 1941.

M^{me} Jauffret Mathilde, dame commis principal des services administratifs de 2^e classe, est promue à la 1^{re} classe de son grade à compter du 21 juillet 1941.

M. Curnier Antonin, contrôleur de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 26 juillet 1941 ;

M. Dufour Alcide, receveur de 5^e classe (3^e échelon), est promu au 2^e échelon de son grade à compter du 21 août 1941.

Les commis principaux de 1^{re} classe désignés ci-après sont promus contrôleurs adjoints :

MM. Taddéi Jean, à compter du 21 juillet 1941 ;
Kadouri Mohamed, à compter du 6 septembre 1941 ;
Collardeau Auguste, à compter du 26 septembre 1941.

Les commis principaux de 2^e classe désignés ci-après sont promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM. Binet René, à compter du 21 juillet 1941 ;
Grimaldi Antoine, à compter du 16 août 1941 ;
Verdoni Jean, à compter du 26 septembre 1941.

Les commis principaux de 3^e classe désignés ci-après sont promus à la 2^e classe de leur grade :

MM. Molins Alexandre, à compter du 6 juillet 1941 ;
Morin Fernand, à compter du 26 juillet 1941 ;
Melon Fernand, à compter du 11 août 1941 ;
Rouzaud Maurice, à compter du 26 août 1941 ;
Fourcade Roger, Vitry Henri, à compter du 1^{er} septembre 1941 ;
Fulla Alexandre, à compter du 6 septembre 1941 ;
Riche Jean, à compter du 26 septembre 1941.

Les commis principaux de 4^e classe désignés ci-après sont promus à la 3^e classe de leur grade :

MM. Boisson Jean, à compter du 16 juillet 1941 ;
Guilmart Lucien, à compter du 16 août 1941 ;
Giovannoni Langravio, à compter du 26 août 1941 ;
Vincent André, à compter du 6 septembre 1941 ;
Bernard Eugène, à compter du 26 septembre 1941.

Les commis de 1^{re} classe désignés ci-après sont promus commis principaux de 4^e classe :

MM. Miranda Louis, à compter du 1^{er} juillet 1941 ;
Malescot Marcel, à compter du 11 juillet 1941 ;
Laval Jean, à compter du 16 juillet 1941 ;
Dard Georges, à compter du 21 juillet 1941 ;
Walger Emile, à compter du 26 juillet 1941 ;
Terras Roger, à compter du 1^{er} août 1941 ;
Fédélich Paul, Lange Lucien, Taupin Jean, à compter du 16 août 1941 ;
Caumer Roger, à compter du 11 septembre 1941 ;
Leroy Gabriel, à compter du 16 septembre 1941 ;
Bat Lucien, Malet Raymond, à compter du 21 septembre 1941 ;
Demange Raymond, Navarro André, à compter du 26 septembre 1941.

Les commis de 2^e classe désignés ci-après sont promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM. Bougues Paul, à compter du 1^{er} juillet 1941 ;
Attenot Jacques, Garcie Jean, à compter du 16 juillet 1941 ;
Soutier Roger, à compter du 26 juillet 1941 ;
Giacollette Julien, à compter du 1^{er} août 1941 ;
Jonca René, à compter du 6 août 1941 ;
Cathala Yves, à compter du 11 août 1941 ;
Lefort Victor, à compter du 21 août 1941 ;
Bonnet Edouard, à compter du 26 août 1941 ;
Roujas Louis, à compter du 1^{er} septembre 1941 ;
Buclon Roland, à compter du 6 septembre 1941 ;
Cabanel Raoul, à compter du 11 septembre 1941 ;
Calas Aimé, à compter du 21 septembre 1941.

Les commis de 3^e classe désignés ci-après sont promus à la 2^e classe de leur grade :

MM. Escalier des Orres Henri, à compter du 6 juillet 1941 ;
Terrazoni Jean, à compter du 26 juillet 1941 ;
Aubert Marcel, à compter du 1^{er} septembre 1941.

Les commis de 5^e classe désignés ci-après sont promus à la 4^e classe de leur grade :

MM. Martinez François, à compter du 16 juillet 1941 ;
Perrier Georges, à compter du 26 juillet 1941.

M. Oosterlynck Louis, vérificateur principal des I. E. M. de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 6 août 1941.

M. Génissien Maurice, vérificateur des I. E. M. de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade à compter du 1^{er} août 1941.

M^{me} Jonin Georgette, dame employée de 2^e classe, est promue à la 1^{re} classe de son grade à compter du 26 septembre 1939.

M^{me} Lair Paulette, dame employée de 3^e classe, est promue à la 2^e classe de son grade à compter du 6 août 1941.

Les dames employées de 4^e classe désignées ci-après sont promues à la 3^e classe de leur grade :

M^{me} Merle Paulette, à compter du 1^{er} juillet 1941 ;
Baban Renée, Labau Marie, à compter du 1^{er} août 1941 ;
Gardey Hélène, à compter du 16 août 1941.

M^{me} Meylan Marie, dame employée de 7^e classe, est promue à la 6^e classe de son grade à compter du 11 juillet 1941.

Par arrêtés directoriaux du 13 octobre 1941 :

M. Despouey Louis, rédacteur principal d'administration centrale de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade à compter du 21 novembre 1941.

M. Brudieu Marcel, rédacteur principal d'administration centrale de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade à compter du 26 octobre 1941.

M. Hébert Pierre, rédacteur des services extérieurs de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade à compter du 21 décembre 1941.

M^{me} Bataille Georgette, dame commis principal des services administratifs de 1^{re} classe, est promue contrôleur adjoint à compter du 1^{er} novembre 1941.

Les contrôleurs de 3^e classe désignés ci-après sont promus à la 2^e classe de leur grade :

MM. Chaillan Jean, à compter du 6 novembre 1941 ;
Métallier Raymond, à compter du 16 novembre 1941 ;
Cousty Henri, à compter du 11 décembre 1941.

M. Lignon Raoul, contrôleur de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 1^{er} novembre 1941.

M^{me} Tarrieu Henriette, surveillante de 2^e classe, est promue à la 1^{re} classe de son grade à compter du 1^{er} décembre 1941.

M. Poirier Abel, receveur de 5^e classe (2^e échelon), est promu au 1^{er} échelon de son grade à compter du 6 octobre 1941.

M. Lafontan Pierre, receveur de 5^e classe (3^e échelon), est promu au 2^e échelon de son grade à compter du 6 octobre 1941.

M. Giry Raymond, receveur de 6^e classe (2^e échelon), est promu au 1^{er} échelon de son grade à compter du 16 novembre 1941.

Les commis principaux de 1^{re} classe désignés ci-après sont promus contrôleurs adjoints :

MM. Vallet François, à compter du 21 octobre 1941 ;
Sagon Marcel, à compter du 1^{er} novembre 1941 ;
Bertaud Gaston, à compter du 1^{er} décembre 1941 ;
Gamard Amédée, à compter du 11 décembre 1941 ;
Coulou André, à compter du 21 décembre 1941.

Les commis principaux de 2^e classe désignés ci-après sont promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM. Sola Daniel, à compter du 6 octobre 1941 ;
Chalencq Victor, à compter du 1^{er} novembre 1941 ;
Dupont Gabriel, à compter du 6 novembre 1941 ;
Jacquot Henri, Vidal Jean-Frédéric, à compter du 6 décembre 1941.

Les commis principaux de 3^e classe désignés ci-après sont promus à la 2^e classe de leur grade :

MM. Gendreau Gilbert, Uthéza Jean, à compter du 11 octobre 1941 ;
Croute Jean, à compter du 26 octobre 1941 ;
Labau Clovis, à compter du 1^{er} novembre 1941 ;
Bourdet Jean, à compter du 6 novembre 1941 ;
Jacques Gustave, à compter du 11 novembre 1941 ;
Dellecy Mahy, à compter du 1^{er} décembre 1941 ;
Roman Alfred, à compter du 6 décembre 1941 ;
Laisney André, Savel Edouard, à compter du 16 décembre 1941.

Les commis principaux de 4^e classe désignés ci-après sont promus à la 3^e classe de leur grade :

MM. Roux Hervé, à compter du 11 novembre 1941 ;
Didier Paul, à compter du 16 novembre 1941 ;
Menu Pierre, à compter du 26 novembre 1941 ;
Barnéoud-Chapelier Jean, à compter du 11 décembre 1941 ;
Léandri Jean, Prissé Louis, à compter du 21 décembre 1941.

Les commis de 1^{re} classe désignés ci-après sont promus commis principaux de 4^e classe :

MM. Léger Georges, à compter du 1^{er} octobre 1941 ;
Aphezberro Joseph, Dirou Lucien, à compter du 6 octobre 1941 ;
Beau Robert, Delprat Gabriel, à compter du 16 octobre 1941 ;
Laborde Alexis, à compter du 21 octobre 1941 ;
Vidal Lucien, à compter du 26 octobre 1941 ;
Calavrière Dominique, Massol Samuel, à compter du 1^{er} novembre 1941 ;
Cadillon Louis, à compter du 26 novembre 1941 ;
Daurès Jules, à compter du 6 décembre 1941 ;
Dalmas Jean, à compter du 21 décembre 1941.

Les commis de 2^e classe désignés ci-après sont promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM. Tessoncau Etienne, à compter du 6 décembre 1941 ;
Commes Joseph, à compter du 11 décembre 1941.

M. Calamy Jean, commis de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 1^{er} novembre 1941.

M. Dupont Jean, commis de 5^e classe, est promu à la 4^e classe de son grade à compter du 11 novembre 1941.

M. Cauro Antoine, vérificateur principal des I. E. M. de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade à compter du 6 novembre 1941.

M. Bonnef Joseph, vérificateur principal des I. E. M. de 4^e classe, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 1^{er} novembre 1941.

Les vérificateurs des I.E.M. de 2^e classe désignés ci-après, sont promus à la 1^{re} classe de leur grade :

MM. Coste Edouard, à compter du 11 octobre 1941 ;
Freu Armand, à compter du 16 novembre 1941.

M^{mes} Cessac Elise et Larrieu Marguerite, dames commis de 5^e classe, sont promues à la 4^e classe de leur grade à compter du 16 octobre 1941.

Les dames employées de 4^e classe désignées ci-après sont promues à la 3^e classe de leur grade :

M^{mes} Toussaint Alice, à compter du 11 octobre 1941 ;
Cesari Mario, Casamarta Paulette, Rapin Charlotte, à compter du 16 octobre 1941.

*
*
*

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Par arrêté directorial du 29 août 1941, M. Trotet Gérard est nommé professeur chargé de cours de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 22 septembre 1941, M. Grobben Jean, bénéficiaire d'un rappel d'ancienneté pour service militaire légal de 11 mois 15 jours, est reclassé instituteur de 5^e classe à compter du 15 janvier 1940.

Par arrêté directorial du 21 octobre 1941, M. Regard Maurice est nommé professeur chargé de cours de 5^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 4 ans 1 mois.

Par arrêté directorial du 23 octobre 1941, M. Benoît-Cattin Joseph est nommé professeur agrégé de 5^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 3 ans 9 mois.

Par arrêté directorial du 23 octobre 1941, M. Muracciole Paul est nommé professeur chargé de cours de 4^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 3 ans 11 mois.

Par arrêté directorial du 23 octobre 1941, M. Cordonnier Pol est nommé professeur chargé de cours (enseignement technique) de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 2 ans 1 mois 14 jours.

Par arrêté directorial du 24 octobre 1941, M. Thouvenin Jean est nommé professeur agrégé de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 5 ans 6 mois.

Par arrêté directorial du 24 octobre 1941, M. Counillon Pierre est nommé professeur agrégé de 3^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 3 ans 9 mois.

Par arrêté directorial du 27 octobre 1941, M^{me} Boutang Marie-Claire est nommée professeur agrégée de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 2 ans.

Par arrêté directorial du 29 octobre 1941, M. Laney Camille est nommé instituteur de 4^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 31 octobre 1941, M^{me} Counillon Gilberte est nommée institutrice de 1^{re} classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 6 ans 9 mois.

Par arrêté directorial du 3 novembre 1941, M. Boutang Pierre est nommé professeur agrégé de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 1 an.

Par arrêté directorial du 3 novembre 1941, M. Bernié Gaston est nommé professeur chargé de cours (enseignement technique) de 4^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 5 ans 9 mois.

Par arrêté directorial du 3 novembre 1941, M. Mont Claude est nommé professeur chargé de cours de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 7 novembre 1941, M. Fulleringer Georges est nommé professeur chargé de cours de 4^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 1 an 11 mois.

Par arrêté directorial du 7 novembre 1941, M. Roux Roger stagiaire d'économat est nommé commis d'économat de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 7 novembre 1941, M^{me} Gravas Lucie est déléguée dans les fonctions de surveillante générale non licenciée de 3^e classe à compter du 1^{er} novembre 1941, avec une ancienneté de classe de 3 ans 4 mois 19 jours.

Par arrêté directorial du 7 novembre 1941, M. Chaudon André est nommé instituteur stagiaire à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 7 novembre 1941, M. Bondier Marcel est nommé instituteur de 4^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 5 ans 9 mois.

Par arrêté directorial du 8 novembre 1941, M. Brochet Paul est nommé professeur chargé de cours de 6^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 11 novembre 1941, M^{lle} Sauvebois André est nommée institutrice stagiaire à compter du 1^{er} octobre 1941.

Par arrêté directorial du 15 novembre 1941, M. Fioux André est nommé professeur agrégé de 5^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 1 an 9 mois.

Par arrêté directorial du 15 novembre 1941, M^{me} Cauchy Yvonne est nommée professeur chargée de cours de 4^e classe à compter du 1^{er} octobre 1941, avec une ancienneté de classe de 1 an 9 mois.

*
* *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA JEUNESSE

Par arrêté directorial du 15 octobre 1941 Mohamed el Alami, maître-infirmier de 1^{re} classe à l'hôpital indigène « Cocard » à Fès, est licencié pour incapacité physique et rayé des cadres à compter du 1^{er} novembre 1941.

Par arrêté directorial du 19 novembre 1941, M^{lle} Lauras Gabrielle, infirmière de 4^e classe du 1^{er} février 1938, est promue infirmière de 3^e classe à compter du 1^{er} novembre 1941.

Par arrêtés directoriaux du 19 novembre 1941, sont promus :

Médecin hors classe (2^e échelon)

M. Guinaudeau Paul, médecin hors classe (1^{er} échelon), à compter du 1^{er} décembre 1941.

Médecin principal 1^{re} classe

M. Leblanc Lucien, médecin principal de 2^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1941.

Médecin de 1^{re} classe

M. Deligne Maurice, médecin de 2^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1941.

Médecin de 2^e classe

M. Popoff Oleg, médecin de 3^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1941.

Médecin de 3^e classe

M. Bonnel Jacques, médecin de 4^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1941.

Infirmier hors classe

M. Bruche Jules, infirmier de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} décembre 1941.

Infirmière de 3^e classe

M^{lle} Carteau Marthe, infirmière de 4^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1941.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION DES FINANCES

Service des perceptions

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 1^{er} DÉCEMBRE 1941. — *Taxe exceptionnelle sur les revenus* (rôles supplémentaires de 1940) : Souk-el-Arba, rôle n° 6.

Taxe de compensation familiale 1941 : Midelt, articles 1^{er} à 26.

Supplément exceptionnel et temporaire à l'impôt des patentes 1941 : Casablanca-nord, rôle spécial n° 1 ; Casablanca-sud, rôle spécial n° 1.

Patentes 1941 : El-Hajeb, 3^e émission 1940 ; affaires indigènes d'Azrou, articles 1^{er} à 112 et 2^e émission 1941 ; centre d'Azrou, articles 501 à 813, 1.501 à 1.548 et 2^e émission 1941 ; annexe d'Aïn-Leuh, 2^e émission 1940 ; affaires indigènes d'El-Hammam, 2^e émission 1941 ; Moulay-Idriss, 3^e émission 1940 ; Oujda, 3^e émission 1941 ; Sefrou, 2^e émission 1941 ; Sidi-Slimane, 2^e émission 1941.

Patentes et taxe d'habitation : Sefrou, 2^e émission 1940.

Taxe d'habitation 1941 : Oujda, 3^e émission 1941.

LE 8 DÉCEMBRE 1941. — *Patentes 1941* : Rabat-sud, 2^e émission 1941 ; Meknès-ville nouvelle, 4^e émission 1941 ; affaires indigènes d'Imi-n-Tanout, 2^e émission 1941.

Taxe d'habitation 1941 : Rabat-sud, 2^e émission 1941.

Taxe urbaine 1941 : Marrakech-Gueliz, 2^e émission 1941.

Taxe exceptionnelle sur les revenus (rôles supplémentaires 1940) : Mogador, rôle n° 3 ; Safi, rôle n° 7.

Taxe de compensation familiale 1941 : Meknès-médina, 2^e émission 1941 ; contrôle civil d'Oujda, 2^e émission 1941.

Supplément exceptionnel et temporaire à l'impôt des patentes 1941 : Casablanca-centre, rôle spécial n° 1 ; Oujda, rôle spécial n° 1.

Tertib et prestations des Européens 1941 : région d'Oujda, circonscription de Debdou ; région de Fès, circonscriptions de Karia-ba-Mohammed et Taounate ; région de Rabat, circonscriptions d'Ouezzane-banlieue et Toumi ; région d'Ouezzane, circonscription d'Arbaoua ; région de Meknès, circonscription de Moulay-Bouazza.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.